



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

npa2009.org

PRENDRE CONTACT

NPA - 2 rue Richard Lenoir -
93 100 Montreuil
ecrire@npa2009.org

Nom:

Prénom:

Adresse:

.....

.....

T e l :

...../...../...../...../.....

M a i l :

.....

@.....

EN GRÈCE COMME ICI, CE N'EST PAS AUX TRAVAILLEURS DE PAYER POUR LES BANQUES ANNULATION DE LA DETTE

La semaine dernière, la Banque centrale européenne (BCE) a décidé de priver les banques grecques d'une de leurs sources de financement en prétendant qu'aucun accord ne pourra être trouvé avec le nouveau gouvernement. Maintenant, à la veille du sommet européen, le ministre des finances allemand prend le relais en demandant au premier ministre grec, Alexis Tsipras, d'annoncer son plan de «redressement», un programme d'austérité, en en faisant une condition pour ouvrir les discussions sur la dette.

Ce sont des pressions inadmissibles contre le peuple grec pour le contraindre à accepter l'austérité qu'il a refusé, pour lui imposer la poursuite d'un programme d'ajustement qui a ruiné le pays et a aggravé la dette.

Assez des diktats de la Troïka et des créanciers !

La BCE comme Hollande ou Merkel méprisent totalement le peuple grec qui a osé rejeter leur diktat. Ils veulent le mettre à genou en obligeant le gouvernement issu des élections à renier ses propres engagements.

Pourtant Tsipras ne demande pas la lune, il ne demande même pas l'annulation de la dette, il se plie au cadre fixé par ses créanciers pour négocier un étalement des remboursements. Même cela est inacceptable pour les financiers et leurs hommes politiques.

Annulation de la dette

Frappée par la crise et les cures d'austérité avec une brutalité particulière, la Grèce a été ruinée, le niveau de vie des classes populaires s'est effondré. Qu'importe, les travailleurs, les classes populaires déjà saignés à blanc doivent payer.

Pourtant cette dette n'a servi qu'à sauver les banquiers et les grands patrons.

Le gouvernement, la droite, les médias nous expliquent que si les grecs ne payent pas leur dette, cela coûtera 600 € par Français. Comme si c'était nous qui étions détenteurs de la dette grecque? Bien au contraire, le gouvernement devrait annuler les 40 milliards d'euros qu'il en détient sans qu'il n'en coûte rien à la population. Aux banques de payer.

Solidarité avec les travailleurs et le peuple grecs

De l'argent, il y a en a. La Banque centrale européenne ne vient-elle pas de mettre plus de 1 000 milliards à la disposition des banquiers. Les actionnaires des entreprises du CAC 40 ont reçu 56 milliards d'euros de dividendes l'année dernière, une augmentation de 30%. Entre novembre 2006 et mars 2007, l'évasion fiscale organisée par des filiales de la banque suisse HSBC se monterait à plus de 180 milliards d'euros!

Pour la bourgeoisie qui spéculé sur les dettes comme pour ses hommes politiques il ne faut pas laisser croire qu'ils pourraient céder, même négocier.

La dette est une question de rapport de force politique.

Nous sommes solidaires de nos sœurs et frères grecs, leur défi est le nôtre. Quand la BCE, Merkel ou Hollande les attaquent c'est nous aussi qu'ils attaquent et menacent. C'est pourquoi leur lutte est notre lutte.

Dimanche auront lieu des rassemblements, des manifestations de solidarité. Y participer, c'est défendre nos propres intérêts, ceux de tous les travailleurs par-delà les frontières.